

Flambée des prix : la guerre en Ukraine a bon dos !



Qu'y a-t-il de commun entre le blé, le pétrole, l'aluminium ou les pointes de tapisserie ? Si la question peut paraître saugrenue, la réponse est tout autant inattendue. La flambée des prix actuelle n'aurait qu'une seule cause : la guerre en Ukraine. C'est du moins ce que l'on essaye de nous faire croire ! La Russie de Poutine serait donc, à elle seule, responsable de l'envolée des cours des matières premières !

Un grossier mensonge qui cache une réalité plus complexe. Les prix avaient déjà fortement augmenté avant la guerre en Ukraine. Un exemple ? La tonne de graines de tournesol qui coûtait 335 euros fin août 2021 atteignait 630 euros le 23 février, veille de l'intervention russe en Ukraine, pour grimper à 1010 euros fin mars. L'huile de tournesol a ainsi fait un bond de 37 % en neuf mois, d'où les difficultés pour se procurer ce produit dans les magasins et la menace d'une pénurie à court terme. Car la situation ne va pas s'arranger dans les mois qui viennent. L'Ukraine produit à elle seule plus de la moitié de l'huile de tournesol vendue dans le monde, or sa production est aujourd'hui quasi à l'arrêt et les

stocks sont bloqués dans le port d'Odessa.

Toutes les huiles végétales subissent d'ailleurs une hausse de prix. Ce n'est pas la guerre en Ukraine qui en est la cause, mais la faute aux aléas climatiques. La sécheresse qui a sévi aux États-Unis et au Canada a eu pour conséquence l'augmentation des prix du colza et du soja. Au Brésil, ce sont les pluies et les inondations qui sont responsables de l'envolée des cours du soja. C'est encore la sécheresse dans le Sud de la France, l'Espagne et le Portugal qui a fait grimper le prix de l'huile d'olive.

La pénurie de composants électroniques qui a contraint les constructeurs automobiles à des arrêts réguliers des chaînes de production a débuté avec la crise sanitaire. Bien avant le déclenchement du conflit russo-ukrainien, même si celui-ci a aggravé la situation. Idem pour les hydrocarbures dont les prix ont commencé à augmenter dès 2020. Le prix moyen d'un litre de gazole était de 1,464 euros fin janvier 2020. Deux ans plus tard il grimpait à 1,670 euros pour atteindre voire dépasser la barre symbolique des deux euros le litre le 8 mars dernier soit deux semaines après le début des hostilités en Ukraine.

En déclenchant une guerre économique avec la Russie, l'Europe s'est tiré une balle dans le pied en se privant volontairement du pétrole et du gaz russes, mais aussi de métaux comme le nickel, indispensable pour les objets de la vie courante, la fabrication d'outils professionnels, les instruments chirurgicaux notamment, ou encore les voitures, les bateaux et les avions. Outre le nickel, la Russie est l'un des leaders mondiaux de la production d'aluminium. Elle fournit 80 % des besoins français en alumine alors que la seule usine française qui fabriquait encore de l'aluminium a fermé l'année dernière. La perspective d'une pénurie de ce métal dont on connaît l'importance commence à se faire sentir. L'inquiétude au niveau des groupes industriels a gagné le monde de l'artisanat. « *Tout ce qui est clous, pointes métalliques et*

semences a pris entre 15 et 30 % » nous confie un restaurateur de chaises et fauteuils qui hésite à augmenter ses prix par crainte de perdre sa clientèle.

Sanctions économiques

Les sanctions économiques avaient pour but de déstabiliser le système financier russe, voire de mettre à genoux l'économie du plus grand pays du monde par sa superficie comme l'ont affirmé les Américains. Elles n'ont visiblement pas eu les effets escomptés. En attendant ce sont les consommateurs européens qui font les frais de cette politique du pire. Les prix des denrées alimentaires de première nécessité comme les pâtes, le riz, l'huile, le lait, la farine et les œufs ne cessent d'augmenter. L'inflation est en hausse constante. Elle était de 1,6 % en 2021. L'Insee la chiffrait à 4,8 % en avril, son plus haut niveau depuis novembre 1985. Les prévisions pour les prochains mois ne sont pas réjouissantes. Les prix des produits alimentaires sont attendus en très forte hausse, soit 6,3 % en juin.

Devant la hausse du coût de la vie, les enseignes de la grande distribution ont cru trouver la parade. Ainsi que l'a constaté *60 millions de consommateurs*, pour augmenter leur prix sans que cela se voie les industriels ont eu recours à des stratagèmes. Les étiquettes n'ont pas bougé mais la quantité du produit a diminué ou alors ils ont carrément modifié la recette. Ainsi pour une célèbre marque de sauce tomate. Celle-ci qui était composée de 91 % de tomates fraîches a été remplacée par de la purée de tomates à 27 %. Il n'y a pas tromperie sur la marchandise puisque la composition du produit se retrouve sur l'étiquette, mais le consommateur est pourtant bien le dindon de la farce !

Il serait temps que les pouvoirs publics se saisissent enfin de ce problème du pouvoir d'achat et arrêtent de désigner la Russie comme le bouc émissaire. À quoi sert l'Europe si elle n'est pas capable de s'affirmer face aux grands groupes

industriels de l'agro-alimentaire et à la grande distribution ? Macron est encore président du Conseil de l'Union européenne jusqu'à la fin juin. C'est à lui d'agir !

Alain MARSAUGUY